

## Frédéric Beigbeder a lu Jay McInerney Gilles Lipovetsky et la culture-monde

**Tourisme**  
 Faut-il avoir peur des destinations « à risques » ?

Supplément mensuel (Uniquement en France métropolitaine)

& Vous page 20

Jeudi 11 février 2010 - 66<sup>e</sup> année - N°20233 - 1,40 € - France métropolitaine www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Eric Fottorino

# L'Allemagne organise le sauvetage de la Grèce

- Les dirigeants européens préparent un plan de soutien financier à Athènes
- Le président du Conseil, M. Van Rompuy, présente sa stratégie économique

Le sauvetage européen de la Grèce prend forme. L'Allemagne, longtemps hostile à une telle aide, s'y est finalement résolue mercredi 10 février. Les modalités précises de ce plan qui impliquera plusieurs pays de la zone euro, mais sans doute pas l'Union européenne en tant que telle, devaient être arrêtées, mercredi, au cours de multiples discussions auxquelles devaient notamment participer Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, et Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne. Mercredi matin, le montant de cette aide n'était pas encore connu.

En principe, ces mesures devaient permettre, entre autres, d'éviter que la Grèce - où d'importantes manifestations sont prévues ce mercredi - ne soit contrainte de faire appel au Fonds monétaire international pour l'aider à restructurer sa dette, une intervention qui serait vécue comme une humiliation et un symbole de l'impuissance de l'Union européenne. La crise grecque et la mise en œuvre de ce plan européen devraient dominer le sommet informel, convoqué jeudi 11 février, à Bruxelles, par le nouveau président stable du Conseil européen, Herman Van Rompuy. Cette réunion, fixée au lendemain de la mise en place de la nouvelle Commission Barroso, devait initialement permettre à Herman Van Rompuy de prendre ses marques et de présenter ses objectifs pour ses deux ans et demi de mandat. Dans une lettre envoyée aux dirigeants européens à la veille de ce sommet, M. Van Rompuy évoque « une stratégie européenne pour la croissance et l'emploi ».

Lire pages 7 et 8 et l'éditorial page 2



M. Trichet, le 9 février, quitte d'urgence l'Australie. IAN WALDIE/BLOOMBERG

# Martine Aubry peaufine une image de « présidentiable »

La première secrétaire du PS a fini par s'imposer

Elle est à Bruxelles, mercredi 10 février en fin de journée, pour participer à un dîner des premiers ministres socialistes européens. La veille, en Alsace, elle a apporté ses encouragements aux socialistes qui vont tenter, les 14 et 21 mars, de faire basculer la région à gauche. Une occasion de plus de réitérer l'espoir de voir « toutes les régions françaises passer à gauche » lors des prochains scrutins.

Enfin, jour après jour, elle ferraille contre Georges Frêche, le président divers gauche sortant de Languedoc-Roussillon, expert en dérapages verbaux, qui ne la ménage pas après sa récente mise à l'écart de l'orbite du PS.

Une vie ordinaire de première secrétaire du Parti socialiste ? Plus tout à fait, depuis

qu'a pris fin, pour M<sup>me</sup> Aubry, la période pendant laquelle elle était apparue sur la défensive. Guère visible, dans un long premier temps, dans le paysage morcelé et agité de la première formation de la gauche, parfois contestée dans son propre parti, elle capte désormais la lumière médiatique.

Signe supplémentaire, même si Martine Aubry entend en limiter la portée : un parallèle flatteur avec la chancelière allemande, Angela Merkel, a surgi de cette transformation.

Pour autant, M<sup>me</sup> Aubry n'en a pas fini avec la vie complexe de son parti. Passé le 21 mars, une fois achevée la trêve des régionales, il lui appartiendra de tenir son rang dans la course aux primaires socialistes, prévues au second semestre 2011.

Lire page 9

# Téhéran sous tension pour l'anniversaire de la révolution

L'Iran réaffirme sa capacité à produire des missiles

Téhéran quadrillée par les miliciens et les agents de sécurité dont 70 000 ont été envoyés de province en renfort, des avenues truffées de haut-parleurs destinés à couvrir les slogans hostiles : la capitale iranienne était parée pour célébrer sous haute tension, jeudi 11 février, le 31<sup>e</sup> anniversaire de la révolution islamique.

Les analystes voient dans cet événement un test crucial pour les deux camps qui s'affrontent depuis la réélection contestée du président Mahmoud Ahmadinejad, en juin 2009, et pour la stabilité

du régime. Le pouvoir fondamentaliste, d'un côté, le mouvement d'opposition civil, de l'autre, revendiquent tous deux l'héritage de la révolution.

Pour la première fois, l'ensemble des partis d'opposition réformateurs, qui font partie du mouvement « vert », ont appelé à manifester massivement. Le mot d'ordre, toutefois, est clair : manifester pacifiquement pour éviter les provocations et les violences. Mardi, des rassemblements hostiles de miliciens bassidji ont eu lieu devant des ambassades européennes.

Lire page 5

# Elliott Erwitt, soixante ans d'espionnerie

Le photographe américain de l'agence Magnum expose à Paris

On ne plaisante pas avec l'humour, dit Elliott Erwitt, 81 ans, qui confie dans un entretien au Monde comment il a été formé à la photographie : en lisant « les instructions sur la boîte ». Il a tout photographié : les bals, les voisins, les chiens, les enfants, les hommes politiques, les baisers, les stars ; tout, sauf la guerre, parce que « c'est dangereux ». Et si les photographes livrent parfois des images sombres du monde contemporain, c'est parce que « la photographie est un exercice trop facile », qu'il convient d'enrichir d'une certaine gravité.

Erwitt adore les chiens. Ils sont parfois des acteurs involontaires de l'Histoire, comme le toutou favori de l'artiste iconoclaste, levant la patte devant la porte de Brandebourg, à Berlin, symbole de la réunification des deux Allemagnes.



« New York USA 1974 ». ELLIOTT ERWITT/MAGNUM PHOTOS

« Mon chien aboie en allemand. Le mur venait de tomber... Mais attention, il n'y est pour rien ! » La chance, le hasard, mais surtout une grande rigueur dans la composition graphique de ses images, ont fait de lui un champion de la photo vivante. Drôle, mais chargée de symboles et de rapprochements.

Lire page 19

# Haïti : des adoptions trop hâtives

**Séisme** Après le cas des dix missionnaires américains détenus en Haïti pour avoir voulu évacuer des orphelins, une affaire de 63 enfants partis pour l'Allemagne dix jours après la catastrophe éveille les soupçons. **Page trois**

# Petit foulard et gros malaise au NPA

**Régionales** Candidate coiffée d'un foulard musulman sur une liste du Nouveau Parti anticapitaliste, Ilhem Moussaid s'explique sur sa décision. Au NPA, la crise est profonde et le discours très contrôlé. **P. 10 et Débats page 17**

# Demain dans Le Monde

« Le Monde des livres » Les identités juives ; rencontre avec l'écrivain chilien Luis Sepulveda ; du nouveau sur la folie ; l'esthétique du regard ; Olivier Rolin ; Arnaud Cathrine ; Lorris Murail

**TOUJOURS EN VENTE**

**BILAN DU MONDE**  
 édition 2010

**Le Monde Bilan Economie 2010**  
 L'atlas de 179 pays

+ le CD-ROM Les comptes de l'économie française par l'Insee OFFERT

9,95 € CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La crise de l'euro

# Les Européens accélèrent les préparatifs pour voler au secours de la Grèce

Le plan sera d'inspiration intergouvernementale, un sauvetage communautaire étant interdit par les traités

L'Allemagne a longtemps hésité, mais elle se résigne à voler au secours de la Grèce. Le gouvernement dirigé par Angela Merkel a informé, mercredi 10 février au matin, le Bundestag des réflexions menées pour mettre en place un plan d'aide à Athènes : le ministre des finances, Wolfgang Schäuble, a en effet rencontré les députés CDU/CSU pour les consulter sur les projets de la coalition. L'idée est d'agir avec la France et d'autres Etats de la zone euro, alors que l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept se retrouvent à Bruxelles, jeudi 11 février, à l'invitation du président permanent du conseil européen, Herman Van Rompuy.

La situation calamiteuse de la Grèce dominera les discussions entre les Vingt-Sept. Les dirigeants européens veulent annoncer les modalités, sinon le montant, d'un mécanisme de soutien financier. L'idée est de tuer dans l'oeuf la spéculation contre la Grèce. Les préparatifs de l'annonce ont occupé les Européens toute la journée de mercredi : le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, devait consulter par vidéoconférence à 15 heures les ministres des finances de la zone euro.

De retour d'Australie, le président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, devait participer aux discussions. Une réunion d'experts a eu lieu en prélude entre les pays membres de l'Union monétaire. Avant le som-

met de jeudi, le premier ministre grec, Georges Papandréou, a été reçu mercredi pour déjeûner à l'Élysée par Nicolas Sarkozy, afin d'évoquer le redressement de son pays. « La condition pour trouver un accord est que les Grecs s'engagent à faire tout ce qui est possible pour assainir leurs comptes, dit un expert. Nous pourrions alors mettre en place un plan qui rassure tout le monde avec le soutien nécessaire. »

### « Question de crédibilité »

L'idée est d'identifier les options disponibles pour la Grèce. Le plan sera clairement d'inspiration intergouvernementale, un sauvetage par la BCE étant interdit par les traités. « Cela ne peut être une décision formellement européenne. C'est légalement impossible », indique un haut fonctionnaire allemand : « Ce qui est possible, c'est une concertation entre Etats-membres. Aucune institution européenne n'a des moyens propres : la Commission n'a pas d'argent, la BCE ne peut pas s'en mêler. Les seuls qui restent, ce sont les Etats et ils hésitent à en parler. »

« Il est encore difficile de relier tous les fils », constate un haut responsable européen. De nombreuses options sont disponibles, que les gouvernements pourraient mettre en œuvre en fonction de leurs contraintes nationales. Certaines capitales pourraient octroyer des prêts à Athènes ou promettre de le faire ; d'autres pourraient échelonner la dette grecque. Des prêts de la

BEI ne sont pas exclus. Plus marginalement, la commission pourrait anticiper le versement des aides structurelles promises à la Grèce d'ici à 2013.

Les Européens sont partagés sur la participation du Fonds monétaire international (FMI) au sauvetage. Les dirigeants Angela Merkel et Nicolas Sarkozy n'en veulent pas, tout comme Jean-Claude Trichet et Jean-Claude Juncker, pour des raisons de souveraineté. « C'est une question de crédibilité », dit un chef de gouvernement. « A l'heure où les Européens se demandent comment améliorer leur coordination, on ne va pas mettre en place un gouverne-



Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, avec le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, le 15 janvier, à Bruxelles. FRANÇOIS LENOIR/REUTERS

ment économique depuis Washington », lâche un haut fonctionnaire.

Néanmoins, certains ministères des finances, dont Bercy en France, n'ont pas renoncé à une participation du FMI. Ils sont soucieux de ménager les finances publiques européennes. C'est aussi la position qui a été exprimée mercredi

par les députés CDU-CSU allemands, qui ne veulent pas faire payer le contribuable allemand. « Il faut placer la démarche européenne dans un cadre commun qui est celui du FMI », dit au Monde Didier Reynders, le ministre des finances belge : « La Grèce a droit à l'aide du FMI dont elle est membre. Sinon,

cela n'a pas d'intérêt d'être membre d'une organisation internationale. » Avec d'autres capitales, la Belgique souhaite inventer un mécanisme suffisamment formel, susceptible d'être actionné pour d'autres pays si nécessaire. ■

Arnaud Leparmentier et Philippe Ricard (à Bruxelles)

### Feu vert à la Commission européenne « Barroso 2 »

Le Parlement européen a accordé, mardi 9 février à Strasbourg, sa confiance à la nouvelle Commission européenne présidée par José Manuel Barroso. Le collège a été adoubi par 488 voix pour, 137 contre et 72 abstentions. « Une majorité plus forte qu'il y a cinq ans », s'est félicité le Portugais, y voyant une « légitimité démocratique » claire pour un

deuxième mandat qui court jusqu'à la fin octobre 2014. Les Verts, les communistes, les socialistes français et les élus du MoDem ont voté contre. Après plus de trois mois de gestion des affaires courantes, suite au retard dans l'application du traité de Lisbonne, la Commission doit s'attaquer aux conséquences de la crise financière. — (Corresp.)

## La « stratégie » économique d'Herman Van Rompuy

Bruxelles  
Correspondant

Avant que la situation de la Grèce n'appelle de manière pressante l'intervention de l'Union européenne (UE), Herman Van Rompuy, le président « stable » du Conseil européen, voulait convier les Vingt-Sept à une discussion sur la gouvernance économique de l'Union lors du sommet informel du 11 février à Bruxelles. Dans cette perspective, il leur a transmis un document de travail dans lequel il évoque « une stratégie européenne pour la croissance et l'emploi » et propose son analyse.

**Une croissance trop faible** La croissance structurelle de l'UE est trop faible pour créer de nouveaux emplois et soutenir les systèmes sociaux si l'on ne procède pas à des réformes en profondeur, affirme le président. Il plaide pour un renforcement de la gouvernance économique et une coordination des réformes.

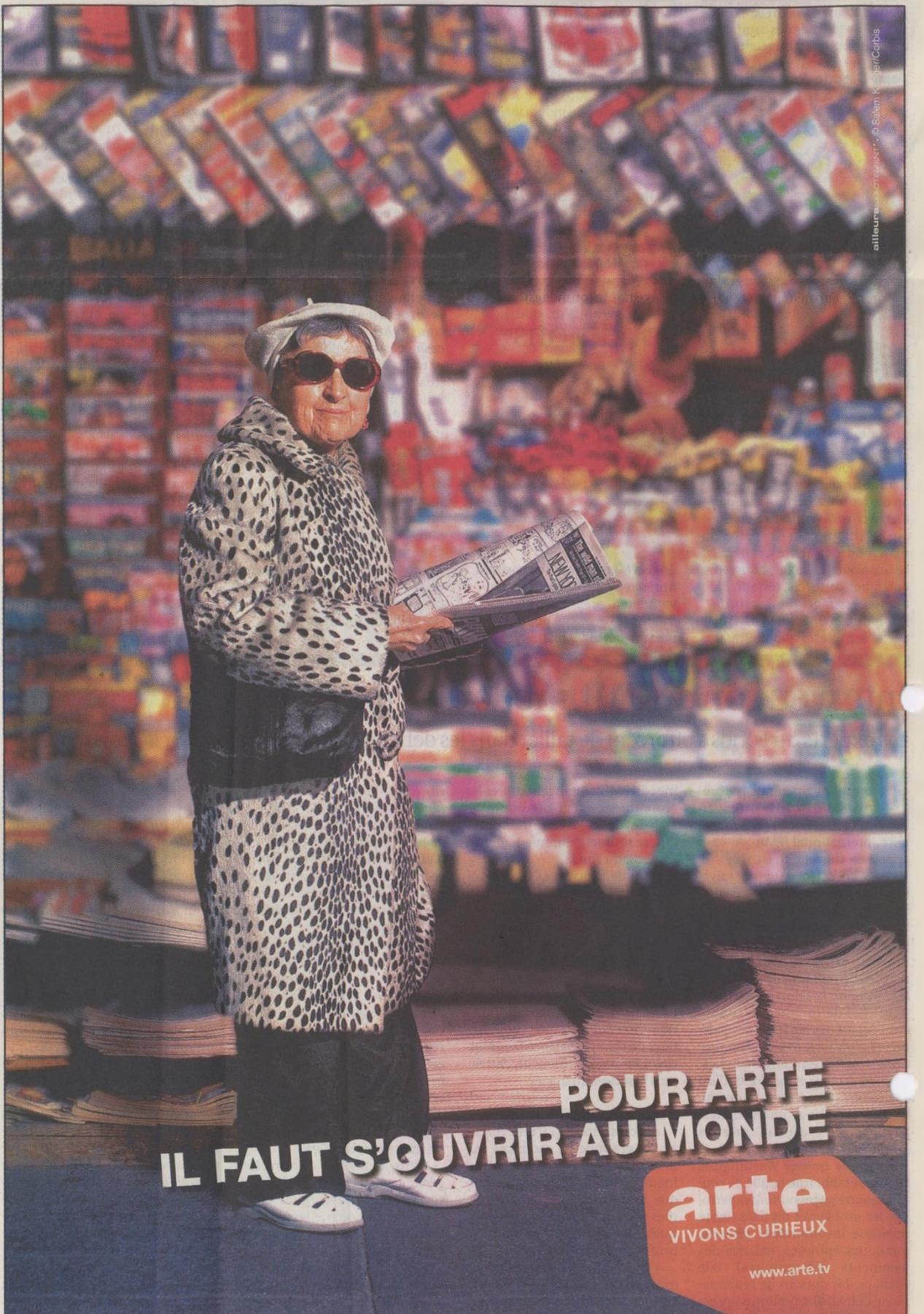
**La stratégie de Lisbonne** A propos de la stratégie de Lisbonne, élaborée en 2000 par la Commission, le président du Conseil affirme que l'on observe désormais « clairement » ses carences. Elle visait, en

principe, à faire de l'Europe l'économie la plus performante du monde. Dans l'immédiat, il faut agir avec cinq objectifs au maximum et identifier les principaux freins à la croissance, préconise M. Van Rompuy. Chaque Etat disposerait d'une marge de manœuvre pour lui permettre d'affronter une situation nationale particulière.

**Le pacte de stabilité** Le pacte de croissance et de stabilité reste « le pilier » de la stratégie européenne, mais il convient d'y intégrer de nouvelles dimensions. Les plans budgétaires, les programmes de réformes structurelles et les données sur le changement climatique devraient, notamment, être désormais présentées ensemble à la Commission afin de préserver les investissements dans les futures sources de croissance.

**Une meilleure préparation des G20** Le président plaide pour une meilleure évaluation de l'effet de mesures nationales sur l'ensemble européen et une meilleure préparation des sommets du G20 par le Conseil — qui mandaterait ensuite les présidents du Conseil et de la Commission afin de défendre leurs positions. ■

Jean-Pierre Strobants



IL FAUT S'OUVRIRE AU MONDE

POUR ARTE

arte  
VIVONS CURIeux

www.arte.tv

# Sept acteurs-clés pour sauver la Grèce de la « tragédie » financière

Alors que Dominique Strauss-Kahn estime que le FMI est le mieux armé pour redresser la situation, les dirigeants européens rejettent une intervention qu'ils jugent « humiliante »

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept se réunissent, jeudi 11 février, à Bruxelles. Ils se pencheront au chevet de la Grèce. Sept acteurs ont un rôle-clé pour sauver la Grèce et éviter la contagion à d'autres pays de la zone.

**Herman Van Rompuy**  
président  
de l'Union européenne

## Coordonner les Européens

Le nouveau président permanent du Conseil européen, Herman Van Rompuy, réunit les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept, jeudi 11 février, à Bruxelles. Sous la pression des marchés, l'ancien premier ministre belge va devoir coordonner au plus haut niveau les discussions susceptibles de déboucher sur un plan de soutien à la Grèce. Lors de sa récente tournée des capitales, il a pris le pouls des dirigeants.

**Jean-Claude Juncker**  
président de l'Eurogroupe

## S'en sortir sans le FMI



Il tente d'assurer que les Européens se sortiront seuls de la crise grecque. Président de l'Eurogroupe pour un quatrième mandat, Jean-Claude Juncker avait rêvé d'un autre contexte pour mettre en œuvre une « gestion solidaire et collective de la monnaie unique ». Critiqué pour son prétendu manque de réactivité lors de la crise financière, le Luxembourgeois entendait, cette fois, restaurer la discipline budgétaire au sein de l'Union et amener les Etats à respecter le pacte de stabilité, qu'il a

réformé il y a cinq ans. Il veut, aussi, améliorer la coordination des politiques économiques.

**Dominique Strauss-Kahn**  
directeur général du FMI

## Le FMI est le mieux armé



Dominique Strauss-Kahn pense que le Fonds monétaire international (FMI) a seul l'expertise macroéconomique pour tirer d'affaire la Grèce. Sa réputation de sévérité parfois excessive aidera Athènes à faire admettre des sacrifices à sa population, tandis que Bruxelles risque de céder à la rue. Enfin, la zone euro ne lui semble pas en mesure de mobiliser les dizaines de milliards de dollars de prêts qui éviteraient à la Grèce de se trouver en défaut de paiement et dissuaderaient les marchés de continuer à jouer contre la dette grecque et contre l'euro.

**Angela Merkel**  
chancelière allemande

## Une aide sous conditions

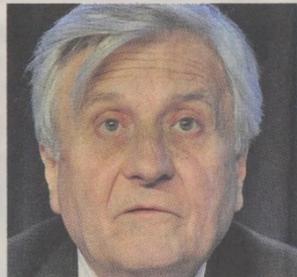


Angela Merkel a revu sa position. Après avoir dit « non », son gouvernement prépare un plan d'aide à la Grèce, qui pourrait comprendre des aides bilatérales ou

des garanties sur les prêts. Mais pas à n'importe quel prix. Cité par le *Financial Times Deutschland*, un haut responsable de la CDU affirme que des aides seront soumises « à des conditions strictes et en échange d'une réforme en profondeur de l'Etat ». Mme Merkel s'est longtemps gardée de précipiter le mouvement. Elle voulait contraindre Athènes à faire les économies promises. Mais la chancelière allemande s'inquiète de la spirale de crise qui fragilise les « maillons faibles » de l'Europe du sud et, par ricochet, l'Allemagne.

**Jean-Claude Trichet**  
président de la Banque  
centrale européenne (BCE)

## Assainir les finances



En public, le président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, se garde bien d'évoquer un plan d'aide à la Grèce. Seuls valent « les objectifs à moyen terme » qu'elle s'est fixés. La crise se résorbera d'elle-même à condition qu'Athènes fasse les sacrifices nécessaires pour rentrer dans les clous du pacte de stabilité.

Pourtant, sa décision d'écourter un déplacement en Australie afin de participer au sommet européen de jeudi nourrit les spéculations. La BCE a une marge de manœuvre limitée : selon ses statuts, elle ne peut renflouer directement un Etat. Mais M. Trichet serait à pied d'œuvre avec les dirigeants européens pour concocter un plan d'aide. Son objectif est notamment d'éviter l'« humiliant » d'une intervention du FMI.

**Nicolas Sarkozy, président de la République française**

## Premier à s'alarmer



Nicolas Sarkozy est sur une ligne relativement orthodoxe. Il veut que la Grèce fasse des efforts et paie le prix de ses errements et mensonges passés. Il refuse une intervention du FMI, qui indiquerait que la zone euro n'est pas capable de régler seule ses problèmes. L'idée était d'envoyer un signal de solidarité pour ne pas avoir à prêter à la Grèce. Mais si les paroles sont insuffisantes, le chef de l'Etat est prêt à toute action concrète pour stopper la contagion. Nicolas Sarkozy a été le premier à s'alarmer de la situation grecque, en février 2009.

**José Manuel Barroso**  
président de la Commission

## Soutenir Athènes

Il considère que les Grecs doivent être aidés. Sa commission a été investie, mardi 9 février, avec une confortable majorité par le Parlement européen. L'une des dernières décisions du collège sortant aura été d'approuver le plan d'économies présenté par le premier ministre socialiste grec Georges Papandreu, tout en plaçant le pays sous étroite surveillance. La commission pourrait jouer un rôle dans le plan de soutien, en anticipant le versement des fonds structurels en principe dévolus à la Grèce d'ici à 2013.

**Alain Faujas, Arnaud Leparmentier, Philippe Ricard, Jean-Pierre Stroobants, (à Bruxelles), Marie de Vergès**

(PHOTOS: AFP)

# L'Allemagne va devoir réviser son dispositif d'aides aux plus démunis

Le relèvement des allocations, jugées insuffisantes, entraînera une dépense accrue

**Berlin**  
Correspondante

Les adversaires de la loi Hartz IV, la réforme du marché du travail la plus controversée des dix dernières années en Allemagne, ont pu fêter une grande victoire. Mardi 9 février, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe a jugé que ce système d'aides sociales pour les plus démunis, mis en place par le gouvernement du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, en 2005, n'était pas compatible avec la loi fondamentale qui garantit « le droit à une existence digne ».

Elle a donné au gouvernement jusqu'au 31 décembre 2010 pour réviser cette loi qui a fait fusionner l'aide sociale et les allocations de chômage de longue durée et durci les conditions d'indemnisation des chômeurs. D'ici là, la législation continuera de s'appliquer pour les 6,6 millions de bénéficiaires.

Dans le collimateur des juges de Karlsruhe, le manque de transparence dans le calcul des aides, notamment en ce qui concerne les familles. La méthode de calcul ne prend pas en compte les besoins spécifiques du 1,8 million d'enfants concernés, critique la Cour.

En moyenne, les parents touchent pour chacun de leurs enfants de 60 % à 80 % de l'allocation mensuelle versée pour un adulte qui s'élève à 359 euros. Selon les trois familles plaignantes, ces barèmes ne permettent pas de couvrir les

### Un dispositif controversé

**6,6 millions** C'est le nombre de personnes concernées : 4,9 millions d'adultes et 1,7 million d'enfants dépendent des aides Hartz IV. Parmi ces adultes, 73 % sont en capacité de travailler.

**Allocation mensuelle** Elle s'élève à 359 euros pour un adulte et entre 215 et 287 euros pour un enfant (de 60 % à 80 % de l'allocation pour l'adulte). A cette indemnité s'ajoutent des aides pour le loyer, le chauffage et d'autres dépenses courantes.

**40 milliards d'euros** C'est ce que l'Etat débourse chaque année pour le dispositif Hartz IV.

**194 000 plaintes** contre cette législation ont été enregistrées par les tribunaux en 2009. Cette ruée s'explique principalement par l'imprécision des textes.

### Portugal Une grève prévue le 4 mars contre le gel des salaires des fonctionnaires

LISBONNE. La principale fédération syndicale de la fonction publique portugaise a déposé, mardi 9 février, un nouveau préavis de grève pour le 4 mars. Le syndicat proteste contre le gel des salaires annoncé par le gouvernement socialiste. Quelque 50 000 fonctionnaires avaient déjà manifesté à Lisbonne le 5 février pour protester contre le gel de leur salaire en 2010. Confronté à une forte dégradation des déficits publics, le gouvernement a annoncé, dans le cadre de son projet de budget 2010, le gel des salaires de la fonction publique ainsi que la stricte application de la règle d'une embauche pour deux départs, déjà en vigueur depuis 2005. - (AFP)

### Espagne Accord entre les syndicats et le patronat sur une modération des salaires jusqu'en 2012

MADRID. Les syndicats et le patronat espagnols ont signé, mardi 9 février, un accord prévoyant une limitation des hausses de salaires de 2010 à 2012. Cet accord prévoit des hausses de salaires maximales de 1 % en 2010, comprises entre 1 % et 2 % en 2011 et de 1,5 % à 2,5 % en 2012. L'UGT, l'une des deux grandes centrales syndicales du pays, s'est félicitée de cet accord, qui « protège les emplois et les salaires ». L'accord crée un climat favorable, alors que syndicats et patronat doivent négocier une réforme du marché du travail à partir des propositions présentées le 5 février par le gouvernement. L'Espagne connaît depuis 2008 une profonde récession, marquée par une explosion du chômage, dont le taux (18,83 %) est environ le double de celui de la zone euro. - (AFP)

# Intervention du FMI, mode d'emploi

Les experts du Fonds s'efforcent de tailler dans les déficits et la dette sans casser la croissance

Comment opérerait le commando d'experts qu'enverrait à Athènes le Fonds monétaire international (FMI), s'il était appelé au chevet d'une Grèce aux abois ? Car l'octroi d'un prêt salvateur de plusieurs milliards de dollars dépend d'un accord entre le Fonds et le gouvernement sur le plan de sauvetage à appliquer, comme cela s'est passé pour l'attribution de 200 milliards de dollars par le FMI depuis le début de la crise.

Le chef de mission est assisté d'un expert des balances des paiements, d'un autre rompu aux questions monétaires, d'un fin connaisseur du secteur bancaire et d'un spécialiste des affaires budgétaires. Le représentant du FMI dans le pays apporte sa connaissance des arcanes politiques et sociaux.

Avant de quitter Washington, l'équipe établit une feuille de route de quatre pages où sont répertoriés les problèmes du pays (dette publique insoutenable, réserves publiques épuisées, balance des paiements déséquilibrée). Elle ébauche des options de redressement. Cette tâche préliminaire est rondement menée, car les hom-

mes du FMI connaissent toutes les économies de la planète, puisque chacun des 186 Etats membres doit se soumettre annuellement à un audit du Fonds.

Comme à Bucarest, Oulan Bator ou Bogota, pendant deux semaines de travail 24 heures sur 24 et sept jours sur sept, le commando vérifierait à Athènes, avec l'aide de la banque centrale et du ministère des finances, que ses données de départ sont conformes. Il passerait en revue la macroéconomie (inflation, taux de croissance, chômage, taux de change, balance commerciale), les budgets (déficits, dettes), puis le secteur financier.

### Accord sur la potion amère

Avec les autorités, il réfléchirait au programme de sacrifices qui permettrait de bâtir un financement associant le Fonds, la Banque mondiale, d'autres organismes multinationaux ou des banques privées pour rétablir la confiance des marchés.

« Le dilemme est toujours le même, raconte un cadre du Fonds. Une fois la cible de réduction des déficits arrêtée, il faut se pencher

sur la composition des dépenses pour choisir où tailler. Quand il s'agit de demander à un chef d'Etat de renoncer à un nouvel avion, ce n'est pas compliqué. Mais, dans les économies complexes, on se retrouve acculé à choisir entre les dépenses de santé et celles d'éducation, ce qui est insupportable. »

Pour ne pas répéter des errements qui ont rendu le FMI odieux dans le monde en développement, Dominique Strauss-Kahn, son directeur général, a donné instruction de ne traiter que le problème repéré. Pas question de préconiser en Ukraine une réforme foncière : le Fonds s'est contenté de renforcer les réserves de Kiev en échange de coupes budgétaires. En 2001, en Argentine, il avait contraint à des privatisations inutiles.

Autre demande du directeur général : ne pas sacrifier les filets sociaux qui protègent les moins favorisés. En Hongrie, les plus petites retraites ne se sont pas vu supprimer leur treizième année. Au Pakistan, le commando a accepté que le déficit de l'Etat soit un peu plus élevé que prévu pour préserver la protection sociale.